

180/2019 - 22 novembre 2019

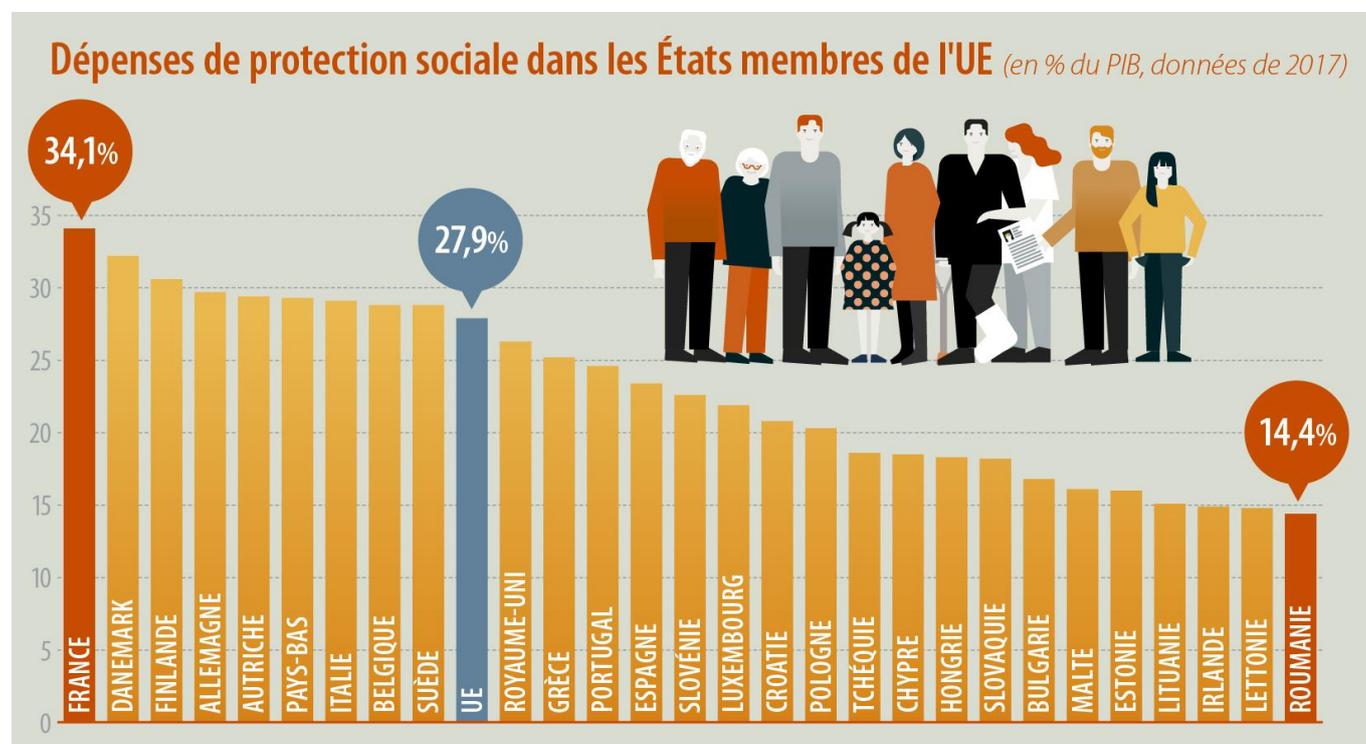
Protection sociale en 2017

Part du PIB de l'UE consacrée à la protection sociale légèrement en baisse

Ratios les plus élevés en France, au Danemark et en Finlande

En 2017, les dépenses de protection sociale dans l'Union européenne (UE) se sont établies à 27,9% du PIB, légèrement en baisse par rapport à 28,7% en 2012, selon les données d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Les deux principales sources de financement de la protection sociale au niveau de l'UE étaient les cotisations sociales et les contributions publiques provenant des impôts, représentant respectivement 55% et 40% des recettes totales.

La moyenne de l'UE continue de masquer de fortes disparités entre les États membres. En 2017, les dépenses de protection sociale s'élevaient au moins à 30% du PIB en France (34%), au Danemark (32%) et en Finlande (31%). Venaient ensuite l'Allemagne (près de 30%), l'Autriche, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique et la Suède (29%). En revanche, les dépenses de protection sociale étaient inférieures à 20% du PIB en Roumanie (14%), en Lettonie, en Irlande et en Lituanie (15% chacune), en Estonie et à Malte (16% chacune), en Bulgarie (17%), en Slovaquie et en Hongrie (18% chacune) ainsi qu'à Chypre et en Tchéquie (19% chacun).



De grandes différences des dépenses de protection sociale par habitant entre États membres.

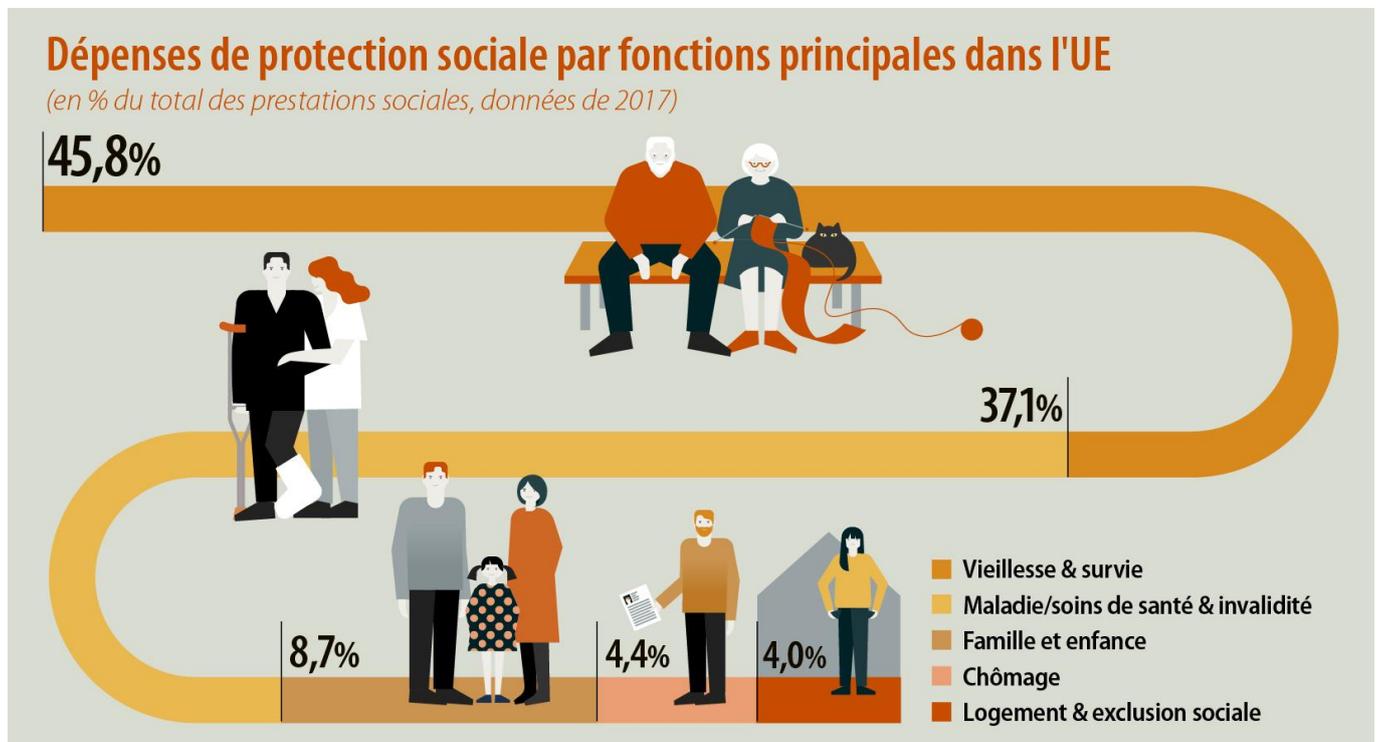
En 2017, les dépenses de protection sociale par habitant, exprimées en SPA (standards de pouvoir d'achat) qui permet d'éliminer les différences de niveaux de prix entre les pays, ont révélé de grandes différences entre États membres de l'UE. Excepté le **Luxembourg** (voir note pays), les dépenses par habitant les plus élevées ont été enregistrées au **Danemark** (près de 12 000 SPA), en **Allemagne**, au **Pays-Bas**, en **Autriche** et en **France** (environ 11 000 SPA). À l'opposé, les dépenses par habitant les plus faibles ont été relevées en **Bulgarie**, en **Roumanie** et en **Lettonie** (3 000 SPA ou moins).

Part plus élevée des prestations vieillesse et survie en Grèce, au Portugal et en Italie

En moyenne dans l'UE, les prestations vieillesse et survie représentaient 46% des prestations sociales totales en 2017 et constituaient la principale dépense de protection sociale dans quasiment tous les États membres. La part des prestations vieillesse et survie dans le total des prestations sociales était la plus élevée en **Grèce** (63%), au **Portugal** et en **Italie** (58% chacun), en **Roumanie** et à **Chypre** (56% chacun). En revanche, les proportions les plus faibles ont été enregistrées en **Irlande** (34%), en **Allemagne** et au **Danemark** (39%) ainsi qu'au **Luxembourg** (40%).

Les prestations de maladie, de soins de santé et d'invalidité constituaient, en 2017, 37% des prestations sociales totales dans l'UE. Parmi les États membres, la part de ces dépenses variait de 23% à **Chypre** et 26% en **Grèce** à plus de 45% en **Irlande**, 44% en **Croatie** et en **Allemagne**, 43% aux **Pays-Bas** et 42% en **Estonie**.

En moyenne dans l'UE en 2016, les prestations familiales représentaient un peu moins de 9% des prestations sociales totales, les prestations de chômage quasiment 4% et les prestations liées au logement et à l'exclusion sociale 4%. La part des prestations familiales s'échelonnait de 4% aux **Pays-Bas** et 5% au **Portugal** et en **Espagne** jusqu'à plus de 15% au **Luxembourg** et 13% en **Pologne** et en **Estonie**. La part des prestations de chômage variait de moins de 1% du total en **Roumanie** et 1% au **Royaume-Uni** à 9% en **Irlande** et 8% en **Espagne**. La part des prestations liées au logement et à l'exclusion sociale s'échelonnait de moins de 1% en **Pologne**, au **Portugal** et en **Estonie** jusqu'à 9% à **Chypre** et 7% au **Danemark** ainsi qu'au **Pays-Bas** et **Royaume-Uni**.



ec.europa.eu/eurostat

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Méthodes et définitions

Les **dépenses et recettes de protection sociale** sont calculées selon la méthodologie du manuel SESPROS (Système européen de statistiques intégrées de protection sociale). Les dépenses incluent les prestations sociales, les dépenses de fonctionnement et les autres dépenses liées aux régimes de protection sociale. Les prestations sociales sont exprimées en valeur brute: leur valeur représente ce que les régimes résidents de protection sociale ont déboursé avant toute déduction de l'impôt sur le revenu ou autres prélèvements obligatoires à payer sur les prestations par les bénéficiaires. Des informations plus détaillées sont disponibles dans le [manuel et guide de l'utilisateur SESPROS](#) (en anglais), disponible sur le site internet d'Eurostat. Les données sur les dépenses (brutes) et les recettes sont exprimées en termes nominaux, c'est-à-dire à prix et taux de change courants. Les données sont provisoires pour un certain nombre d'États membres.

Le **standard de pouvoir d'achat (SPA)** est une unité monétaire artificielle de référence qui permet d'éliminer les différences de niveaux de prix entre les pays. Un SPA permet ainsi d'acheter le même volume de biens ou de services dans tous les pays. Cette unité permet des comparaisons significatives d'indicateurs économiques en volume entre plusieurs pays. Les SPA utilisés ici sont ceux correspondant à l'agrégat des comptes nationaux "consommation individuelle effective".

Note pays:

Luxembourg: L'indicateur "dépense par habitant" est calculé d'après la population résidente. Par conséquent, les données du Luxembourg sont surestimées par rapport aux autres pays, car une part importante des prestations est versée à des personnes vivant en dehors du pays (principalement des dépenses de santé, de pensions et de prestations familiales).

Plus d'informations

[Article Statistics Explained](#) d'Eurostat, concernant les statistiques sur les prestations sociales (en anglais)

[Section du site web](#) d'Eurostat consacrée au système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS)

[Base de données](#) d'Eurostat sur la protection sociale

[Métadonnées](#) d'Eurostat sur la protection sociale (en anglais)

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Plus d'informations sur les données:

Baiba GRANDOVSKA
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Gilberto GAMBINI
Tél: +352-4301-35 806
estat-esspros@ec.europa.eu

 ec.europa.eu/eurostat

 [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 [EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

 **Demandes média:** Eurostat Media Support / Tel. +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

Dépenses de protection sociale, 2017

	Dépenses				Prestations par fonction, en % du total des prestations sociales, 2016				
	en % du PIB			En milliers de SPA par habitant, 2017	Famille & enfance	Chômage	Maladie/ soins de santé & invalidité	Vieillesse & survie	Logement & exclusion sociale
	2012	2016	2017						
UE	28,7	28,0	27,9	8,4	8,7	4,4	37,1	45,8	4,0
Belgique	29,7	29,2	28,8	10,0	7,6	6,9	35,5	46,5	3,4
Bulgarie	16,5	17,3	16,8	2,8	10,7	3,1	35,7	49,3	1,2
Tchéquie	20,4	18,9	18,6	5,4	8,8	2,6	39,1	47,2	2,4
Danemark	32,0	31,0	32,2	11,7	11,1	4,5	37,8	39,2	7,4
Allemagne	28,9	29,7	29,7	11,3	11,5	3,4	43,5	38,6	3,0
Estonie	14,9	16,6	16,0	3,9	13,1	2,7	41,6	41,7	1,0
Irlande	23,6	15,9	14,9	7,2	8,5	8,8	44,8	33,6	4,3
Grèce	28,1	26,1	25,2	5,1	5,7	3,7	26,3	62,8	1,6
Espagne	25,7	23,8	23,4	6,2	5,4	7,7	33,8	51,6	1,4
France	33,8	34,3	34,1	10,9	7,6	6,1	35,1	45,5	5,7
Croatie	21,6	21,3	20,8	3,9	8,6	2,1	44,4	43,5	1,4
Italie	29,1	29,4	29,1	8,2	6,3	5,8	28,8	57,8	1,2
Chypre	20,9	19,4	18,5	4,7	6,7	5,6	22,8	55,9	9,1
Lettonie	14,3	15,1	14,8	3,0	10,9	4,5	34,5	49,0	1,2
Lituanie	16,3	15,4	15,1	3,8	8,3	3,8	40,6	45,2	2,1
Luxembourg	22,7	21,3	21,9	14,9	15,3	5,4	35,7	39,6	4,0
Hongrie	21,2	18,9	18,3	4,0	12,1	1,7	33,7	49,7	2,8
Malte	19,2	16,6	16,1	4,8	5,5	2,2	37,8	52,6	1,9
Pays-Bas	30,6	29,5	29,3	11,0	4,2	4,0	42,8	42,1	6,9
Autriche	29,2	29,8	29,4	11,0	9,5	5,8	32,2	50,0	2,5
Pologne	18,9	21,0	20,3	4,7	13,4	1,6	30,1	54,1	0,8
Portugal	26,4	25,1	24,6	5,6	4,9	3,2	32,6	58,3	0,9
Roumanie	15,4	14,6	14,4	2,9	7,7	0,5	34,5	56,3	1,1
Slovénie	24,7	23,3	22,6	5,7	8,3	2,4	38,8	47,4	3,1
Slovaquie	17,8	18,4	18,2	4,3	9,1	2,9	40,5	45,8	1,7
Finlande	29,9	31,6	30,6	10,2	9,8	7,3	32,1	45,1	5,8
Suède	29,1	29,4	28,8	10,2	10,2	3,5	37,0	44,2	5,2
Royaume-Uni	28,6	25,8	26,3	8,0	9,4	1,3	39,3	43,4	6,7
Islande	22,9	22,3	23,4	8,6	10,2	2,1	52,6	30,6	4,5
Norvège	24,6	29,2	28,4	12,1	11,6	2,4	45,7	36,6	3,7
Suisse	26,6	28,0	28,3	12,1	6,0	3,6	39,8	47,1	3,5
Serbie	22,6	20,3	19,5	2,4	6,5	3,2	31,4	55,7	3,2
Turquie	12,5	12,9	12,3	2,5	4,0	2,3	31,0	61,2	1,6
Bosnie-Herzégovine	:	19,4	18,8	1,8	2,6	2,5	45,3	48,2	1,5

: Données non disponibles

Les données sources sont consultables [ici](#) (dépenses) et [ici](#) (prestations par fonction).